

# PROGRES

La question de l'abolition des exemptions de taxes a été un des facteurs importants de l'élection à la mairie de Toronto, et l'électorat a demandé aux candidats de se prononcer ouvertement sur cette question.

C'est un point important de gagné ; jusqu'à présent, les Anglais bien pensants se faisaient tirer l'oreille, absolument comme nos cléricaux, pour discuter ce thème brûlant de l'abolition d'un privilège enclâssé dans un faux sentimentalisme. Ils ne nous combattaient pas, mais leur silence n'était guère encourageant. Entreprendre un mouvement de réforme lorsqu'on est sûr de se heurter aux efforts combinés de deux corps généralement hostiles, c'est dangereux.

Nous avons donc louvoyé ; cherchant petit à petit, par martelements continus, comme la goutte d'eau qui creuse la pierre, à faire entrer dans la tête de notre public toute l'injustice de l'exemption de taxes en présence des sacrifices que nous nous imposons, et des profits qu'en irent ceux qui possèdent les propriétés exemptes.

Nous avons combattu et disséqué cette explication paradoxale, qui tend à faire croire que les services rendus par les communautés privilégiées sont gratuits, et que si on leur imposait des taxes, nous serions obligés de prendre à notre charge les services qu'elles rendent.

Si vous voulez cesser de soigner les malades ou d'instruire les enfants, avons-nous dit, il ne nous resterait plus qu'à reprendre possession des biens qui vous ont été donnés à cet effet, à garder dans nos poches pour le payer au fonds de l'assistance publique, les quêtes, les carottes et les donations dont vous vous enrichissez, et à payer des taxes qui seraient au moins consacrées à des biens nous appartenant, tandis que nous les payons indirectement aujourd'hui sous forme d'augmentation pour des domaines dont nous sommes exclus et qui peuvent être liquidés du jour au lendemain et transportés par-delà les mers.

Notre raisonnement a fait son chemin, et l'on

serait étonné du nombre de braves ouvriers qui sont venus nous demander des détails du mode d'opération des exemptions de taxe et de leur importance.

Qu'on soit bien convaincu que l'idée a poussé parmi les canadiens catholiques, et que le mouvement commencé à Toronto va se répercuter ici.

Toronto a eu une chance spéciale que Montréal n'a pas eue encore ; il y a eu là un exemple palpable, frappant pour le peuple.

L'église Baptiste de Jarvis Street s'est déclarée prête à payer la taxe municipale, en proclamant qu'elle se considérait tenue de payer sa part des frais de protection du feu, des facilités de transport, etc. De fait, l'église de Jarvis Street paye \$1,100 de taxes depuis trois ans, et pourtant ses affaires sont prospères, sa congrégation est pleine de foi et respectée.

Depuis lors, l'église Méthodiste de Queen Street a considéré favorablement un plan du même genre.

En présence de ces faits, on conçoit facilement que l'opinion publique se soit émue et ait ouvertement attaqué la question.

Que faudrait-il à Montréal pour qu'il en soit de même ?

Que quelqu'un commence.

Ah ! nous savons bien que c'est dur de donner l'exemple, que c'est bien ennuyeux de payer lorsqu'on voit ceux qui sont autour de vous serrer les cordons de leur bourse.

Le Mont St. Louis, il y a un an ou deux, s'était déclaré prêt à payer les taxes volontairement si tout le monde voulait l'imiter.

Mais naturellement, personne n'a sauté sur cette offre peu tentante, et la proposition en est restée là.

Ce qu'il faut maintenant, c'est du sérieux.

Si l'on veut arriver à cette solution qui s'impose, à l'abolition des exemptions de taxes, que les hommes à idées larges qui ont voix au chapitre dans quelques-unes des institutions actuellement exemptes donnent le signal et ordonnent le paiement des taxes, dussent-ils même se côtiser pour l'exemple et montrent qu'un établissement, ou une entreprise, fut-elle reli-